

EMPLOI - INSERTION - ATTRACTIVITE EN SEINE-SAINT-DENIS

N°2 — 2^{ème} trimestre 2017



I – ACTUALITES DEPARTEMENTALES

2

Les actualités autour de l'attractivité territoriale, de l'économie sociale et solidaire, de la formation, de l'emploi et de l'insertion



II – RSA et MARCHÉ DU TRAVAIL

3

- Tableau de bord et analyse des dernières données sur les bénéficiaires du RSA
- Contexte du marché du travail



III – ZOOM TERRITORIAL

11

Données économiques et sociales autour d'un territoire. Dans ce numéro, « Est—Ensemble ».



IV – ZOOM SECTORIEL

15

Données économiques et sociales autour d'un secteur économique ou d'une filière. Dans ce numéro : « Aéroportuaire, Aérien et Aéronautique ».



V – L'ENTREPRENARIAT

18

Portraits de créateurs d'entreprise et chiffres de la création.



VI – DONNEES DE CADRAGE

19



Entreprise Attelann : le plombier digital de Noisy-le-Grand



Le métier de plombier apparaît comme un métier traditionnel, à priori à l'écart de ceux touchés par la révolution numérique, qui attirent toutes les attentions. Attelann, entreprise familiale de plomberie, créée à Noisy-le-Grand en 1979 et toujours implantée dans cette ville, a fait le pari de faire entrer cette activité dans l'ère digitale. C'est en rejoignant l'entreprise créée par leur père que les trois fils de celui-ci - qui en deviennent les associés en 2010 - entreprennent de transformer son modèle économique. Ils décident de s'appuyer désormais très fortement sur le numérique pour mener l'activité de dépannage rapide à domicile en plomberie, mais aussi en chauffage et électricité.

Attelann semble avoir largement gagné son pari. Aujourd'hui, côté activité, tout est géré par « Smartphone ». Les appels des clients sont centralisés et le travail est réparti à travers un agenda électronique partagé. Plus besoin donc d'une personne chargée de recueillir les commandes et répartir le travail. Le site de l'entreprise quant à lui va bien au-delà de la simple présentation de l'activité. Outre les photos et vidéos permettant à chaque client de visualiser son chantier avant et après travaux, on y trouve simulateur technique et configurateur de salle de bain pour obtenir un devis rapide, un module permettant d'obtenir une estimation des prix après envoi des photos du travail à réaliser, un autre réservé au paiement en ligne (pour verser un acompte ou payer la totalité de la somme), un autre encore pour la prise de rendez-vous ou déposer des avis sur les interventions.

Le recours massif au numérique par Attelann est très clairement une nouvelle approche du métier traditionnel de dépannage à domicile en plomberie, électricité et chauffage, de la part une petite entreprise familiale. Elle apparaît de ce fait comme pionnière parmi les entreprises de sa catégorie. Ces entreprises sont en effet en prise avec des intervenants d'un type nouveau que sont les plates-formes numériques de dépannage. Celles-ci, à l'image de celles opérant dans le secteur des véhicules de transport avec chauffeur (VTC), représentent une menace sérieuse pour les acteurs traditionnels, en mettant directement en contact clients et professionnels individuels et indépendants.

Pour mieux faire face à cette nouvelle concurrence et privilégier les interventions rapides 7 jours sur 7, Attelann envisage de renforcer le volet numérique de ses prestations. L'entreprise pourrait par exemple mettre en place de la téléassistance en temps réel par vidéo pour les particuliers bricoleurs. Dans le cadre de cette même stratégie, Attelann reste centrée sur un périmètre d'intervention resserré autour de Noisy-le-Grand et comprenant les départements de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et de la Seine-et-Marne. Le développement sur Paris est néanmoins de plus en plus envisagé. Il pourrait prendre la forme d'équipes de dépannage express en moto. Ces projets amèneraient Attelann à s'agrandir et donc recruter.

Lemon Aide : La nouvelle entreprise d'insertion qui agit pour le développement durable



Fin avril, Lemon aide, entreprise d'insertion spécialisée dans la logistique et le recyclage, implantée à Pantin, a fait un bilan de ses six premiers mois d'existence. Le bilan s'avère largement positif.

Fondée pendant l'été 2016 par Face (Fondation agir contre l'exclusion), fondation reconnue d'utilité publique qui mobilise plus de 5500 entreprises pour lutter contre l'exclusion et qui détient 40% de son capital, et, Lemon Tri, start-up qui conçoit et commercialise des machines de recyclage et détient les 60% du capital restant, l'entreprise Lemon Aide a également bénéficié de l'investissement du groupe Danone, spécialiste de l'agroalimentaire, qui a décidé à travers son fonds pour l'Ecosystème (qui œuvre à faire croître le taux de recyclage des bouteilles en plastique produites par l'entreprise notamment) d'un soutien de 700 000 euros sur trois ans. L'entreprise se donne comme objectif de former des personnes éloignées de l'emploi aux métiers de la logistique dans le secteur du recyclage des déchets. Elle collecte - auprès des d'autres entreprises de recyclage ou des gestionnaires de déchets - trie, stocke, conditionne et achemine les déchets recyclables vers des entreprises spécialisées dans la transformation de ceux-ci en vue de leur réutilisation.

Les différentes opérations qui constituent l'activité de Lemon Aide sont effectuées par des personnes en insertion professionnelle. L'entreprise qui a un statut d'entreprise de l'économie sociale et solidaire (ESS) accueille par promotions de six mois, des personnes éloignées de l'emploi. Elles sont formées par les quatre salariés permanents de l'entreprise à différents métiers complémentaires du recyclage et de l'économie circulaire, notamment chauffeur, collecteur, agent de tri, cariste, magasinier. Ces personnes qui deviennent des ouvriers polyvalents au bout de leur six mois de formation, ont alors toutes les chances de décrocher un contrat dans le secteur de l'économie circulaire, qui d'après les experts pourrait enregistrer la création de 400 000 emplois d'ici 2030.

C'est d'ailleurs ce qui ressort du bilan des six premiers mois d'activité de Lemon Aide présenté le 25 avril dernier à Pantin. Une première promotion de six personnes a été formée au cours du tout premier cycle de formation. Elles ont permis de traiter 3 millions de bouteilles plastiques et plus de 200 000 canettes. Elles ont toutes trouvé du travail dans d'autres entreprises et ont été remplacées par une nouvelle promotion. Lemon Aide veut renforcer sa triple vocation : économique, sociale et environnementale. Sa direction vise ainsi l'objectif de 25 personnes formées par promotion, tout en accroissant le chiffre d'affaires de l'entreprise. Celui-ci a été de 290 000 euros pour l'exercice 2016. L'entreprise ambitionne 700 000 euros pour l'exercice 2017.



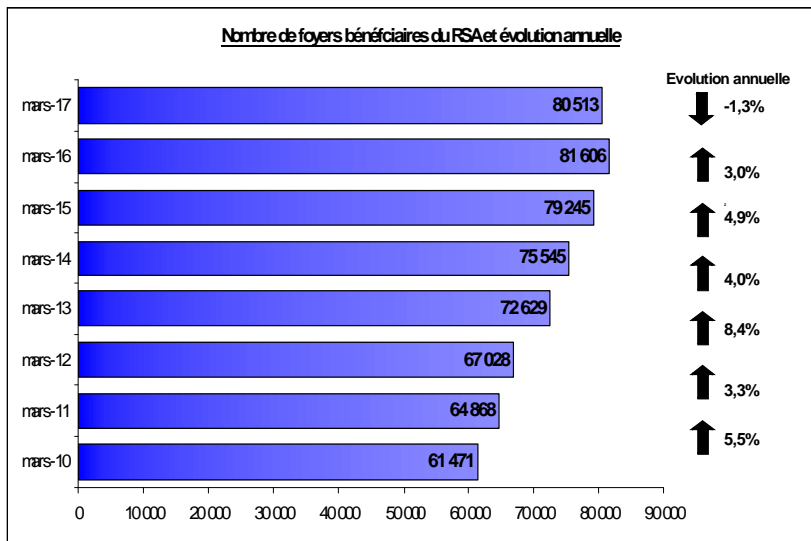
II – LE RSA ET LE MARCHE DU TRAVAIL

A) Le R.S.A. – Revenu de solidarité active

Foyers bénéficiaires du RSA

Au 31 mars 2017, on dénombre en Seine-Saint-Denis 80 513 foyers bénéficiaires du RSA socle (public relevant de la compétence du Département). Ce nombre regroupe le RSA socle seul et le RSA socle avec prime d'activité.

Entre mars 2016 et mars 2017, le nombre de foyers bénéficiaires du RSA a baissé de plus 1 point (-1,3%). Cette baisse résulte des baisses trimestrielles observées au cours des 3 premiers trimestres de l'année 2016 et celle du premier trimestre de 2017.



La variation trimestrielle du nombre de bénéficiaires du RSA correspond à différence entre le nombre d'ouverture de droit et de fin de droit au RSA (les entrants et les sortants). Au premier trimestre de l'année 2017, cette variation était négative (-1%). au trimestre précédent, cette variation était de (+1%).

	RSA socle avec majoration	RSA socle sans majoration	RSA socle tous*
Effectif en mars 2017	8 338	72 175	81 513
Evolution trimestrielle	-2,1%	-0,8%	-1,0%
Evolution annuelle	-4,2%	-1,0%	-1,3%
Evolution depuis juin 2009**	3,3%	44,9%	39,1%

Source CAF, *Données consolidées hors RSA jeunes payé par l'Etat.

La baisse annuelle du nombre de foyers concerne l'ensemble des foyers, qu'ils bénéficient ou non d'une majoration liée à leur situation d'isolement avec enfant(s) à charge ou à naître. Le nombre de bénéficiaires du RSA avec majoration est passé de 8 700 à 8 338 entre mars 2016 et mars 2017 connaissant ainsi une baisse de 4,2% en un an (contre une hausse de 0,6% l'année précédente). Quant aux effectifs du RSA non majoré, ils s'élèvent à 72 175 bénéficiaires en mars 2017 contre 72 775 en mars 2016 soit une baisse de 1%.

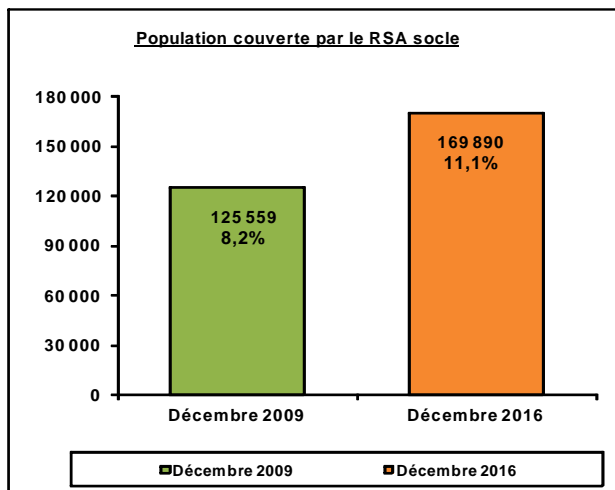
On observe aussi un ralentissement de l'évolution du nombre de bénéficiaires depuis juin 2009, date de la mise en place de la loi RSA. Cette évolution est de 39,1% en mars 2017 contre 41% en mars 2016.



II – LE RSA ET LE MARCHÉ DU TRAVAIL

A) Le R.S.A. – Revenu de solidarité active

Population couverte par le RSA



Source CAF

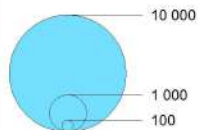
En décembre 2016, en Seine-Saint-Denis, la part de la population couverte (allocataires, conjoints et enfants à charge) est de 11,1% de la population totale (soit 3 point de plus qu'en décembre 2009). Les adultes représentent 55,5% des individus soit 92 581 personnes.

En décembre 2016, 15,3% des personnes sont couvertes par le RSA avec prime d'activité soit 26 706 personnes).

En décembre 2015, le Département occupait le troisième rang en France métropolitaine au regard de la population couverte par le RSA socle. En Ile-de-France, les départements de Paris et des Hauts-de-Seine sont classés derrière (5ème et 19ème) et ce malgré une population totale supérieure à celle de la Seine-Saint-Denis.

PART DE LA POPULATION COUVERTE PAR LE RSA ET NOMBRE DE FOYERS BÉNÉFICIAIRES DU RSA SOCLE EN DÉCEMBRE 2016

Nombre de foyers bénéficiaires :



Nombre de foyers bénéficiaires en Seine-Saint-Denis : 81 140

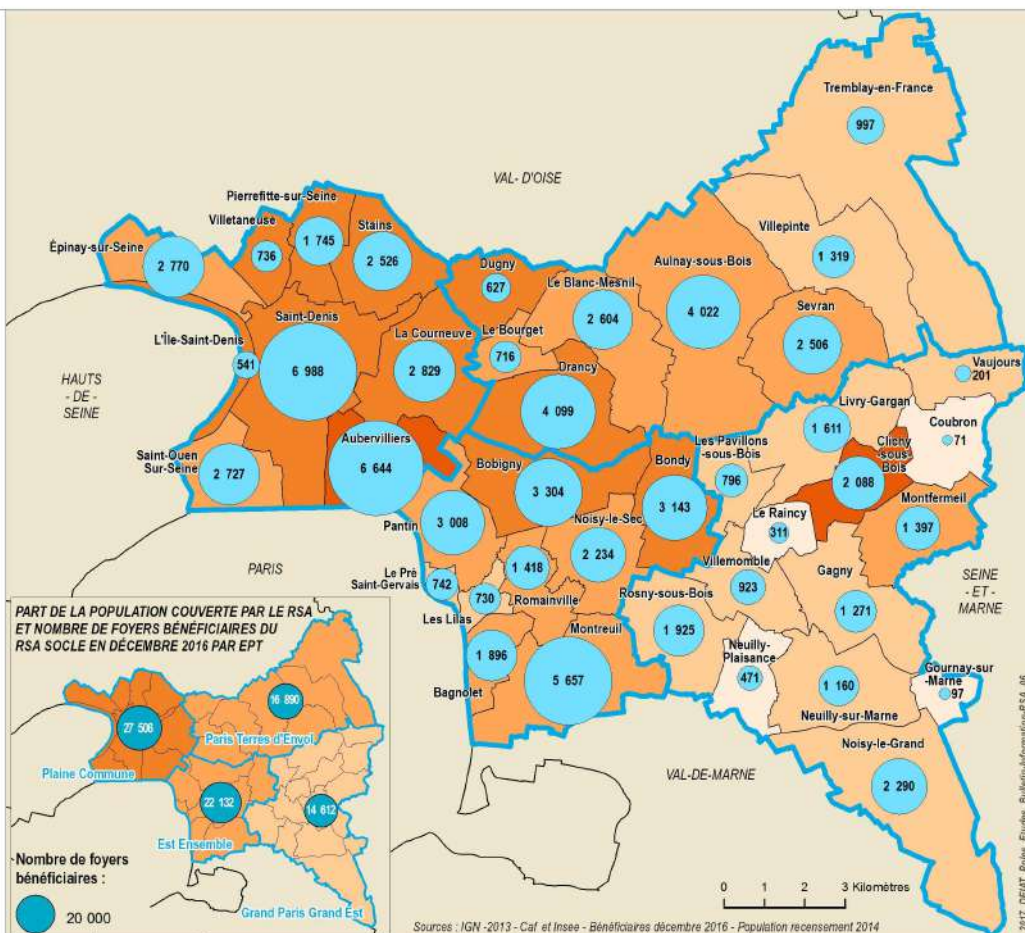
Part de la population couverte par le RSA :



Part de la population couverte en Seine-Saint-Denis : 11,0 %

DSOE - Service de l'Observatoire Départemental -

seine saint-denis
LE DÉPARTEMENT





II – LE RSA ET LE MARCHÉ DU TRAVAIL

A) Le R.S.A. – Revenu de solidarité active

Profil des bénéficiaires du RSA

Source : tableaux de bord ELISA

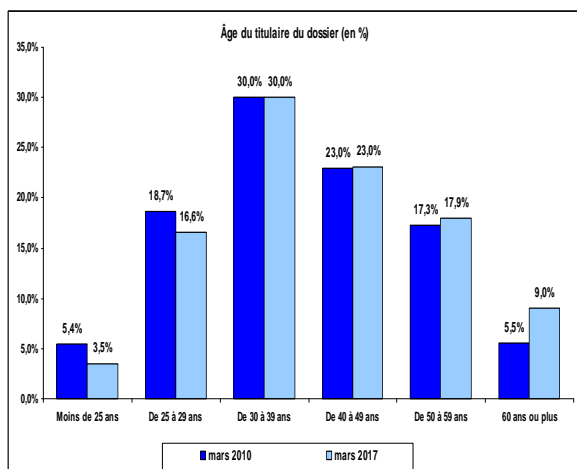
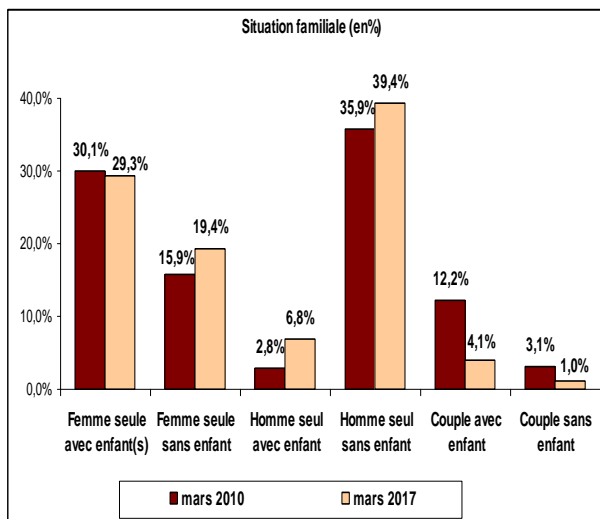
Situation familiale :

En mars 2010 comme en mars 2017, la part des personnes seules reste très importante dans le nombre des foyers bénéficiaires du RSA. Toutefois, on constate que la part des couples a été divisée par 3 entre mars 2010 et mars 2017 (de 15,3% à 5,1%).

La part des femmes titulaires du dossier a toujours été supérieure à celle des hommes. Depuis 2009, cette part tend à baisser : de 56% à 52% entre mars 2010 et mars 2017.

Quant à la situation parentale, on constate que l'augmentation de la part des personnes seules sans enfant a été plus importante que celle des personnes seules avec enfant(s) (7 points de plus pour la première et 3 points de plus pour la seconde).

On observe que les 2 rapports hommes femmes sans enfant et hommes femmes avec enfant(s) sont inversés : il y a 2 fois plus d'hommes que de femmes sans enfants et 4 fois plus de femmes que d'hommes avec enfant(s).



Âge de l'allocataire :

En 2010, près du quart des allocataires sont âgés de moins de 30 ans (24,1%). Cette part a baissé de 4 points en 2017 pour passer à 20,1%. Dans cette tranche d'âge, la part des personnes âgées de moins de 25 ans est faible (5,4% en 2010 et 3,5% en 2017) la majeure partie de ces allocataires bénéficie du RSA majoré.

En mars 2010 comme en mars 2017, plus de 50% des allocataires ont entre 30 à 50 ans (53%). On observe une forte représentation des personnes âgées de 30 à 39 ans (30% contre 23% pour les personnes âgées de 40 à 49 ans). C'est la seule proportion qui reste inchangée entre 2010 et 2017.

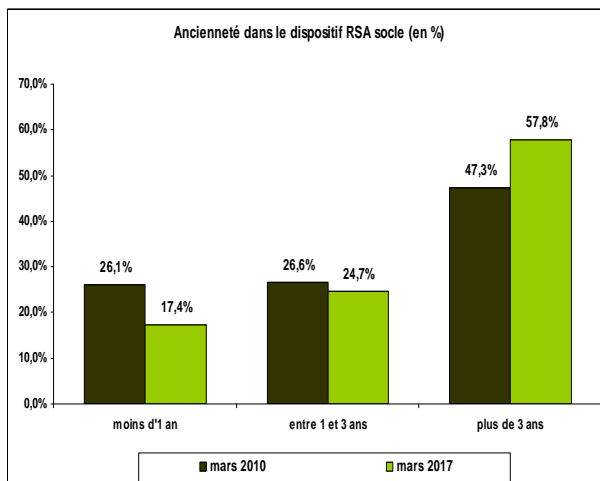
Pour la tranche d'âge 50-59 ans, la part des allocataires ne varie pas significativement entre les 2 dates (17,3% contre 17,9%) par contre, au delà de 60 ans, le nombre d'allocataires est plus important en 2017 qu'en 2010 (9% contre 5,5%).

Ancienneté dans le dispositif :

Entre 2010 et 2017, l'ancienneté dans le dispositif évolue dans le sens d'une ancienneté plus importante :

- la part des allocataires dans le dispositif depuis moins d'un an (nouveaux entrants) a baissé de près de 9 points (26,1% contre 17,4%). Cette baisse est moins significative pour les allocataires qui restent dans dispositif entre 1 et 3 ans (+1,9 points).
- plus on s'éloigne dans le temps, plus le nombre d'allocataires présents dans le dispositif est important (+10 points pour les allocataires présents depuis +3 ans).

Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA depuis plus de 3 ans inclut les anciens bénéficiaires du dispositif RMI/API. Au mois de mars 2010, 51 897 allocataires étaient bénéficiaires du RMI ou API soit 69% du total allocataire, au mois de mars 2017, ce nombre est passé à 20 733 allocataires et ne représentait que 26% de l'effectif total bRSA.





II – LE RSA ET LE MARCHE DU TRAVAIL

A) Le R.S.A. – Revenu de solidarité active

La prime d'activité 1 an après

Depuis mars 2016, la CAF publie les données quasi-consolidées des foyers bénéficiaires du RSA et des foyers bénéficiant de la prime d'activité (mise en place en mars 2016). Le tableau ci-dessous concerne les bénéficiaires dont le droit est versable au RSA et celui au RSA avec la prime d'activité.

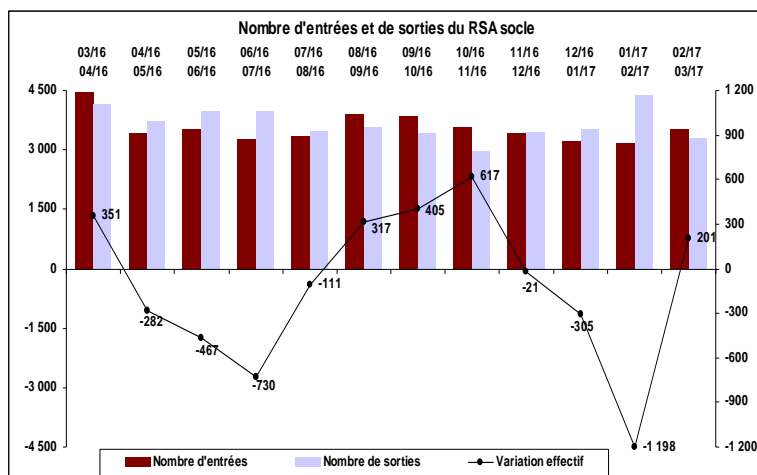
	Mars 2016	Jun 2016	Septembre 2016	Décembre 2016	Mars 2017
Prime d'Activité seule	42 071	52 977	54 983	56 823	58 030
Prime d'Activité avec RSA	10 360	10 167	9 918	10 217	10 373

Source CAF : données quasi-consolidées

En mars 2017, en Seine-Saint-Denis et en droit versable, la prime d'activité a été versée à 68 403 allocataires dont 10 373 bénéficient aussi du RSA socle. Le nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité seule a augmenté de 37,9% entre mars 2016 et mars 2017 tandis que celui des allocataires bénéficiant du RSA « mixte » (RSA socle et prime d'activité) est pratiquement stable (+0,1%).

Au premier trimestre 2016, le nombre d'allocataires de la prime d'activité a beaucoup augmenté (+26%). Une évolution expliquée, d'une part, par le basculement automatique de près de 30 000 foyers du dispositif RSA activité vers cette nouvelle prestation entre décembre 2015 et mars 2016 et, d'autre part, par l'ouverture de cette prestation à d'autres publics comme les jeunes actifs dès 18 ans, aux étudiants salariés et les apprentis sous certaines conditions. Cette évolution a beaucoup ralenti et s'est stabilisée autour de 3% les trimestres suivants (4% au deuxième trimestre 2016, 3% au troisième trimestre 2016 et 2% entre décembre 2016 et mars 2017).

Les mouvements des effectifs



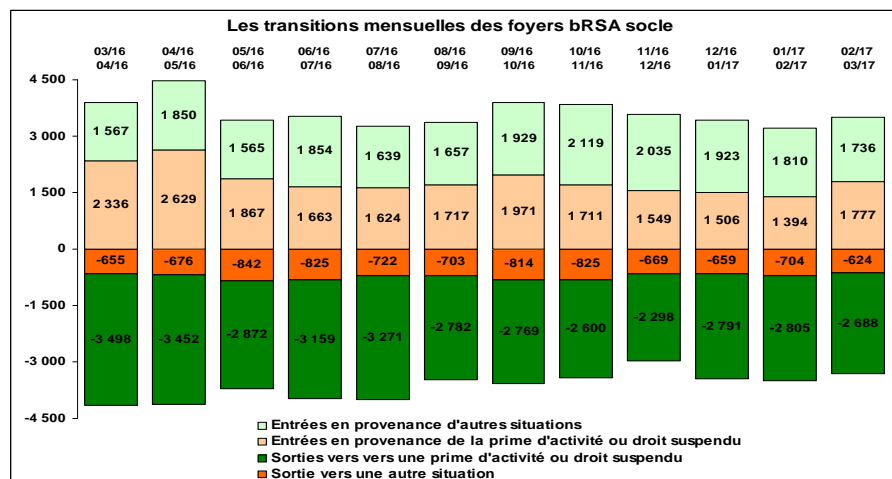
Source CAF : données quasi-consolidées

La variation du nombre de foyers bénéficiaires du RSA socle s'explique, d'une part par un flux interne qui correspond au solde des entrées et des sorties entre le RSA et la prime d'activité ou droit suspendu et d'autre part, par un flux externe qui correspond au solde des entrées et des sorties entre le RSA et les autres situations (droit suspendu, nouvelle demande ou toute autre situation).

Dans le graphe ci-contre, pendant plus de la moitié des périodes, la variation des flux est négative. Malgré les augmentations des entrées observées entre septembre et novembre 2016 et entre février et mars 2017, le cumul des entrées reste inférieur à celui des sorties entre mars 2016 et mars 2017 (-1 223 bénéficiaires). Tendance à la baisse observée ci-dessous.

On présente ci-contre les effectifs des différents mouvements d'un mois à l'autre. On constate qu'il y a presque autant d'entrées en provenance d'autres situations que de la prime d'activité ou droit suspendu (près de 40% pour la première provenance et près de 60% pour la seconde provenance).

Quant aux nombre de sorties, il y a 5 fois plus de sorties vers d'autres situations que vers la prime d'activité ou droit suspendu (près de 20% pour le premier type de sorties et 80% pour le deuxième type de sorties).



Source CAF : données quasi-consolidées

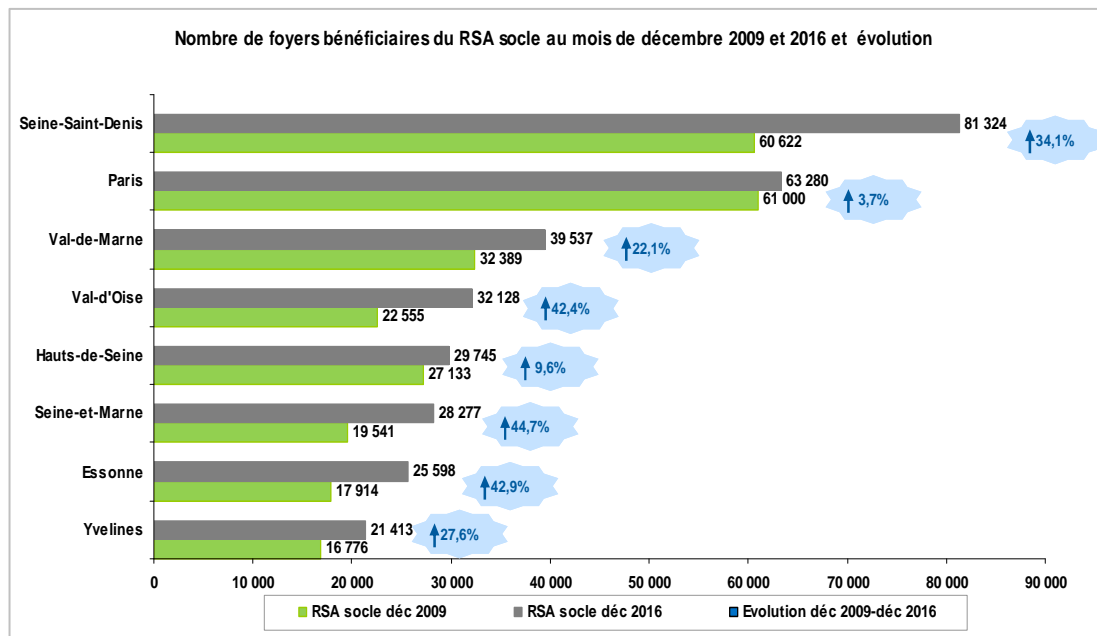


II – LE RSA ET LE MARCHE DU TRAVAIL

A) Le R.S.A. – Revenu de solidarité active

Positionnement de la Seine-Saint-Denis

Dans cette partie les données sont arrêtées au mois de décembre de l'année.



Source CAF données consolidées

En décembre 2009 comme en décembre 2016, la Seine-Saint-Denis compte le nombre de foyers bénéficiaires du RSA socle le plus élevé de la région avec une évolution de 34,1%.

Cette évolution est disparate dans les autres départements de la région : elle est dix fois moins importante dans le département de Paris qu'en Seine-Saint-Denis (3,9% contre 34,1%) et avoisine les 10% dans les Hauts-de-Seine et plus de deux fois plus dans les départements de Val-de-Marne et des Yvelines (respectivement 22,1% et 27,6%). Par contre, cette évolution est plus importante dépassant les 40% dans les trois départements Seine-et-Marne, l'Essonne et le Val-d'Oise.

En France métropolitaine, le nombre de foyers bénéficiaires du RSA socle a évolué de 26,6%.

Classement	Département	RSA Socle 12-2016	RSA Socle 12-2015	Evolution annuelle
1	Nord	112 006	116 367	-3,7%
2	Seine-Saint-Denis	81 324	82 753	-1,7%
3	Bouches-du-Rhône	76 003	81 368	-6,6%
4	Paris	63 280	67 014	-5,6%
5	Pas-de-Calais	55 115	58 022	-5,0%
6	Rhône	44 509	45 870	-3,0%
7	Seine-Maritime	40 524	41 748	-2,9%
8	Gironde	39 991	40 431	-1,1%
9	Val-de-Marne	39 537	41 217	-4,1%
10	Hérault	39 306	42 058	-6,5%
Ile-de-France		321 302	335 896	-4,3%
France métropolitaine		1 636 188	1 708 954	-4,3%

Source CAF données consolidées

Entre décembre 2015 et décembre 2016, le nombre de bénéficiaires a baissé dans tous les départements de France métropolitaine.

Le département de la Corrèze enregistre la baisse la plus importante (-10%), celui de la Dordogne, enregistre la baisse la plus faible (-0,5%).

La Seine-Saint-Denis occupe toujours le deuxième rang au regard du nombre de foyers bénéficiaires du RSA et la baisse annuelle de ce nombre est la moins significative en Ile-de-France (-1,7%).

A effectifs comparables, la baisse est 3,8 fois plus importante dans les Bouches-du-Rhône qu'en Seine-Saint-Denis.



II – LE RSA ET LE MARCHÉ DU TRAVAIL

A) Le R.S.A. – Revenu de solidarité active

RSA et C.E.R. (Contrat d'Engagement Réciproque)

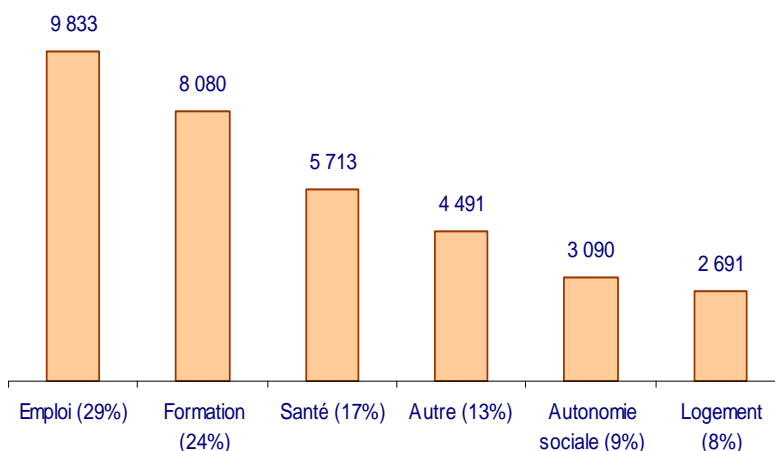
Définition :

Le Contrat d'engagement réciproque-CER formalise un engagement entre le référent agissant au nom du président du Conseil départemental et l'allocataire RSA, et, consiste en un plan d'actions à mener (recherche d'emploi, formation, etc.) que l'allocataire s'engage à respecter, dans le cadre de l'accompagnement dans son parcours d'insertion.

Sur une même année, une personne peut signer plusieurs Contrats d'engagement réciproque (CER). Ainsi en 2016, **16 835** personnes ont validé **24 637** CER.

Chaque CER porte sur un ou plusieurs thèmes ou domaines d'action.

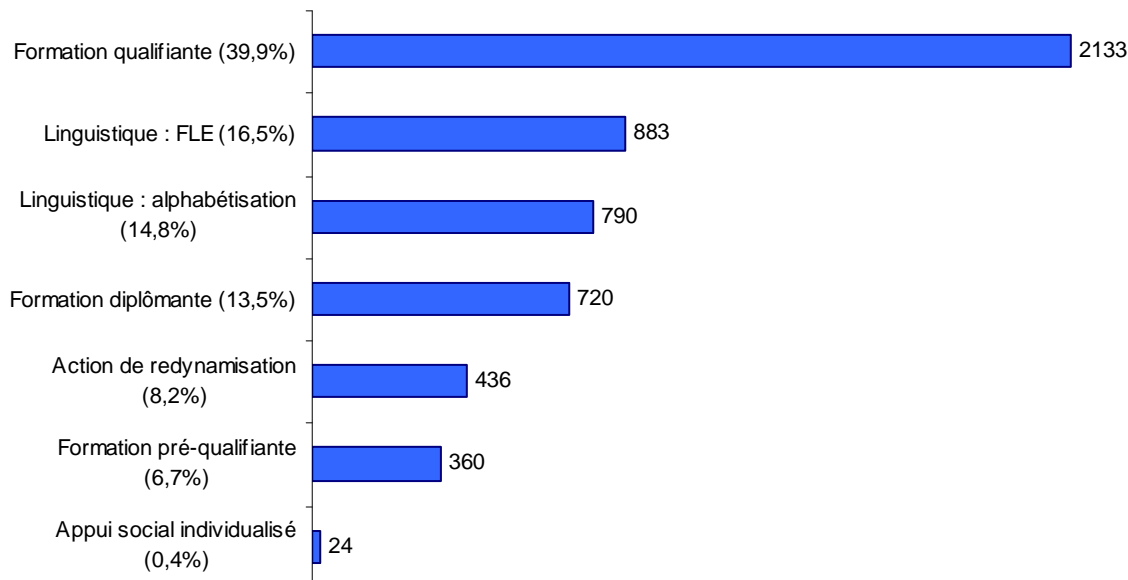
Ainsi, les 24 637 contrats validés ont concerné **33 898** objets de CER qui se répartissent comme ci-contre :



Les C.E.R. portant sur la formation

Par ailleurs, chaque thème ou domaine comprend des sous thèmes ou sous sujets.

Sur les 8 080 contrats portant sur le thème « Formation », **6 835** (soit 85%) portent sur le sous sujet **aide ou suivi pour la recherche de stage ou formation**. On connaît pour 5 346 d'entre eux (78%) le type d'action de formation engagé ; ils se déclinent comme ci-dessous :



Baisse des demandeurs d'emploi sur 1 an mais légère hausse des « A,B,C » début 2017

Entre mars 2016 et mars 2017, le nombre de demandeurs d'emploi catégories ABC a connu une baisse de 0,2% en Seine-Saint-Denis alors qu'il a légèrement augmenté sur l'ensemble de la région (+0,1%) et connu une hausse en France métropolitaine (+0,9%).

Pour la seule catégorie A, les demandeurs sont en baisse sur les trois échelles territoriales : -2,3% en Seine-Saint-Denis, -1,6% en Ile-de-France et -0,9% en France métropolitaine.

Au cours du premier trimestre 2017, on constate dans le département une baisse de 0,1% des demandeurs de catégorie A conjointe à une hausse de 0,4% pour les catégories ABC.



On note que l'évolution sur le premier trimestre a été légèrement meilleure pour l'ensemble de la région (-0,2% et +0,1%) alors qu'au niveau national, la situation s'est dégradée (+1,2% pour les A et +0,7% pour les « A,B,C »).

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois en catégorie A et ABC - Données CVS— Source : Direccte—Dares

	Mars-16	Déc-16	Mars-17	variation % 3 mois	variation % 1 an	% -25 ans Mars-17	% durée > 1 an Mars-17
Seine-Saint-Denis							
Catégorie A	121 240	118 520	118 420	-0.1	-2.3	10.5	.../...
Catégories ABC	165 400	164 520	165 100	0.4	-0.2	9.8	41.9
Ile-de-France							
Catégorie A	674 790	665 320	663 920	-0.2	-1.6	10.2	.../...
Catégories ABC	964 230	963 580	964 940	0.1	0.1	9.5	42.3
France métropolitaine							
Catégorie A	3 531 000	3 467 100	3 508 100	1.2	-0.9	13.7	.../...
Catégories ABC	5 454 100	5 463 800	5 503 800	0.7	0.9	13.4	43.8

Baisse de 0,2 point du taux de chômage entre décembre 2015 et décembre 2016 dans le département

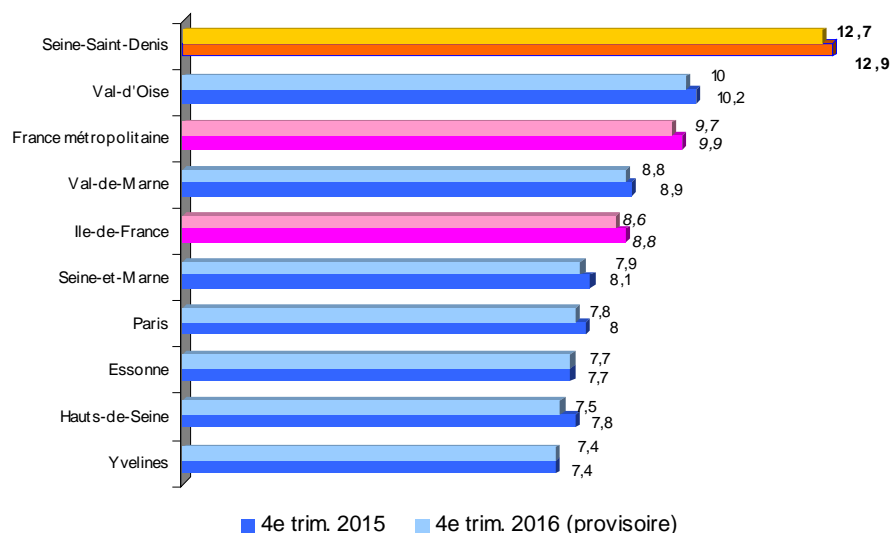
Au dernier trimestre 2016, le taux de chômage est en baisse ou stable dans tous les départements d'Ile-de-France ainsi qu'en France métropolitaine par rapport au dernier trimestre 2015.

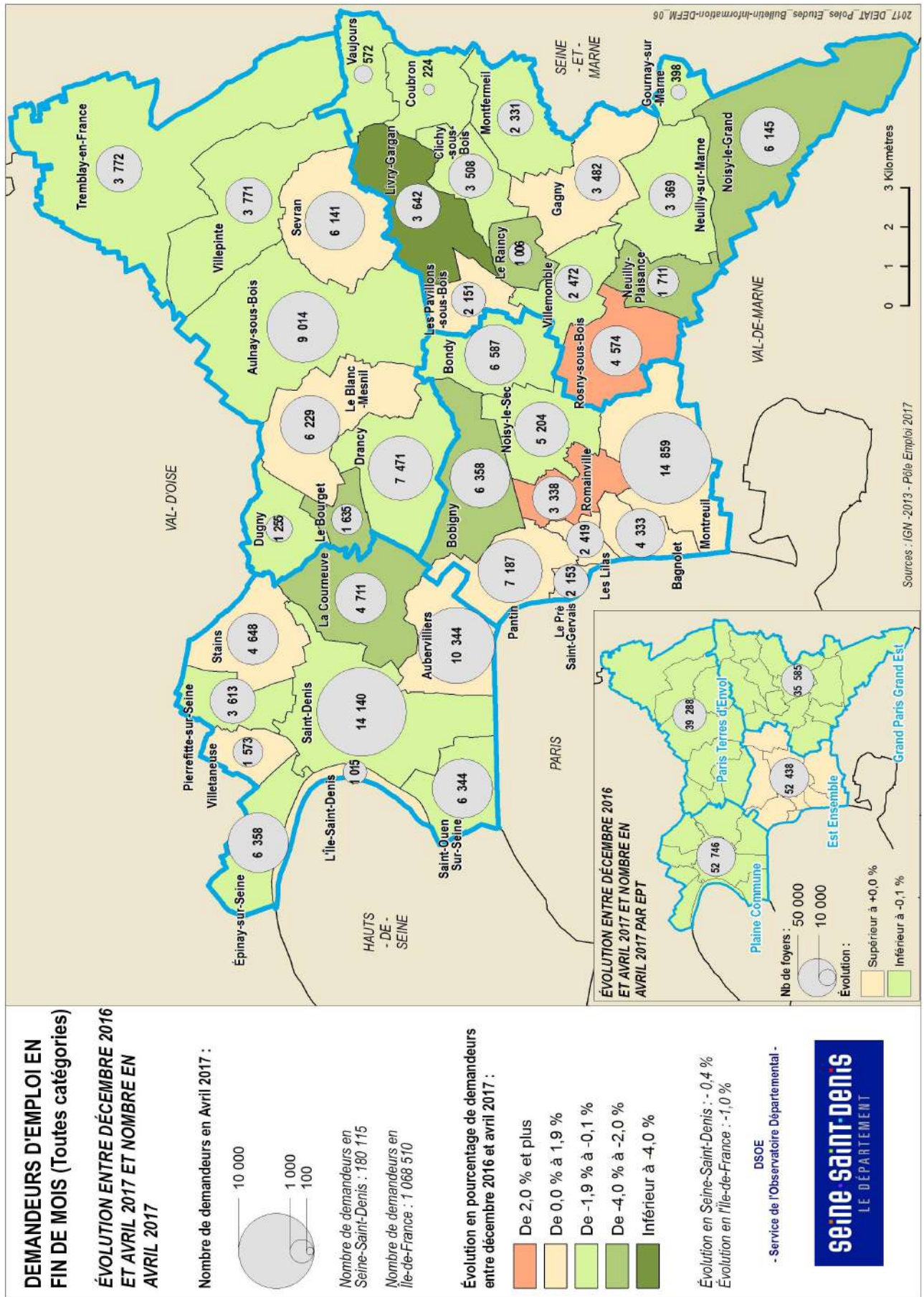
La Seine-Saint-Denis enregistre en 1 an une baisse 0,2 point, tout comme l'ensemble de l'Ile-de-France ou la France métropolitaine.

Le taux de chômage y reste cependant beaucoup plus important que dans les autres départements de la région.

Taux de chômage dans les départements franciliens en décembre 2015 et décembre 2016

Source : Insee, taux sens BIT localisé





III — ZOOM TERRITORIAL

L'Établissement Public Territorial : EST ENSEMBLE

Population — Activité — Emploi

L'établissement public Est-Ensemble est constitué de 9 communes situées au sud-ouest du département. 5 de ces communes sont limitrophes de Paris dont Montreuil qui est également limitrophe du Val-de-Marne.

Avec 410 360 habitants, Est-Ensemble est le deuxième établissement public territorial le plus peuplé derrière Plaine-Commune dans le département. 25,9% de la population du département y était recensée en 2014.

Une particularité de ce territoire réside dans le fait qu'on y observe une très forte présence d'emplois dans le secteur public, notamment à Bobigny, ville préfecture, conseil départemental, palais de justice ainsi que plusieurs hôpitaux (Bobigny, Bondy, Montreuil) et autres instances administratives.

Ce territoire regroupe 26,8% des actifs âgés de 15 à 64 ans du département et 27,9% des chômeurs du même âge (en 2013) ainsi que 27,2% des foyers bénéficiaires du RSA (décembre 2016).

On constate que le taux d'activité y est légèrement plus élevé que pour l'ensemble de la Seine-Saint-Denis (75,2 contre 73,4%).

Est-Ensemble présente en 2013 un taux de chômage un peu au-dessus de celui de l'ensemble du département (19,2 contre 18,5%). On voit dans le tableau ci-dessous que ce chiffre résulte de situations communales très hétérogènes, le taux de chômage le plus bas est de 14,5% aux Lilas contre 22,7% à Bobigny pour le plus élevé.

Communes de Est-Ensemble	Population 15/64 ans en 2013	Population active 15/64 ans en 2013	Taux d'activité 15/64 ans en 2013	Nombre de chômeurs 15/64 ans en 2013	Taux de chômage 15/64 ans en 2013	Emploi Total au lieu de travail en 2013	Foyers bénéficiaires RSA déc 2016
Bagnolet	24 175	18 187	75,2	3 309	18,2	15 142	1 896
Bobigny	32 891	22 967	69,8	5 219	22,7	28 750	3 304
Bondy	34 109	25 031	73,4	5 140	20,5	12 675	3 143
Le Pré-Saint-Gervais	12 413	9 734	78,4	1 706	17,5	3 498	742
Les Lilas	15 068	11 663	77,4	1 692	14,5	5 388	730
Montreuil	70 337	55 140	78,4	9 938	18,0	52 865	5 657
Noisy-le-Sec	27 154	19 992	73,6	4 322	21,6	9 829	2 234
Pantin	36 425	27 569	75,7	5 163	18,7	27 919	3 008
Romainville	16 774	12 242	73,0	2 461	20,1	6 292	1 418
Est Ensemble	269 346	202 525	75,2	38 950	19,2	162 358	22 132
Seine-Saint-Denis	1 030 186	755 954	73,4	139 652	18,5	557 108	81 325
Poids Est Ensemble / SSDenis	26,1	26,8	,,,/,,,	27,9	,,,/,,,	29,1	27,2
Ile-de-France	7 986 696	6 072 994	76,0	747 277	12,3	5 682 302	321 302

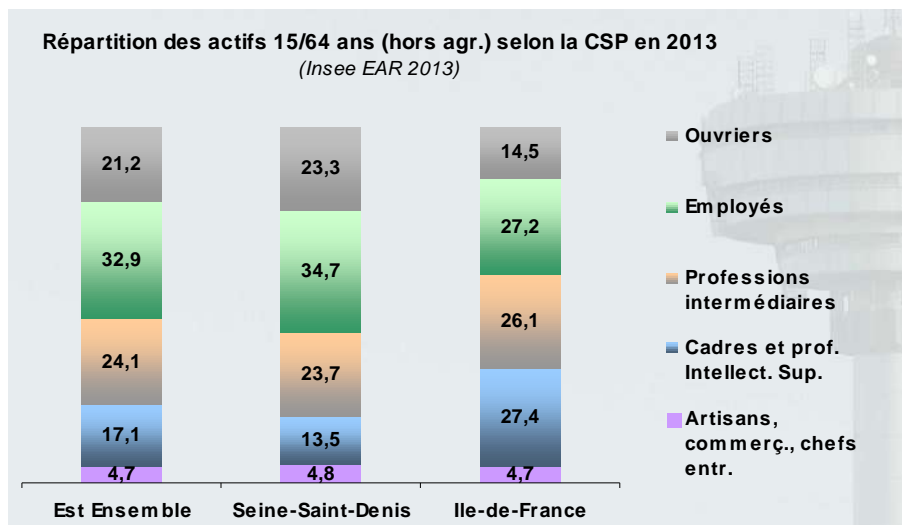
Sources : Insee (EAR 2013) et CAF. * : socle « total » = socle seul + (socle + activité)

III — ZOOM TERRITORIAL

L' Etablissement Public Territorial : EST-ENSEMBLE

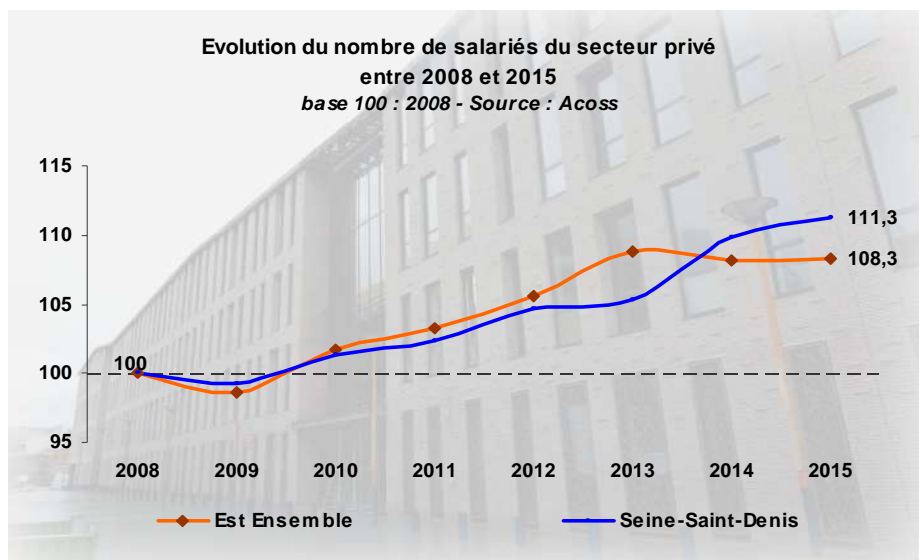
Des actifs un peu plus qualifiés que ceux de l'ensemble du département ...

La répartition par catégorie socio-professionnelle montre que les actifs 15-64 ans du territoire d'Est-Ensemble sont dans l'ensemble plus qualifiés que l'ensemble des mêmes actifs dans le département (17,1% contre 13,5% pour cadres et professions intellectuelles supérieures et 24,1% contre 23,7% pour les professions intermédiaires).



Une évolution de l'emploi privé assez proche de celle de l'ensemble du département ...

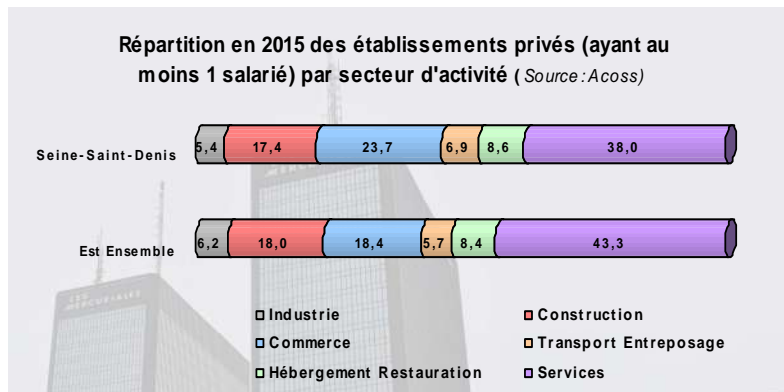
Entre 2008 et 2015, l'emploi salarié privé du territoire Est-Ensemble augmente globalement de 8,3%, c'est un peu moins que l'emploi privé de l'ensemble du département qui a connu une hausse de 11,3%.



III — ZOOM TERRITORIAL

L' Etablissement Public Territorial : EST-ENSEMBLE

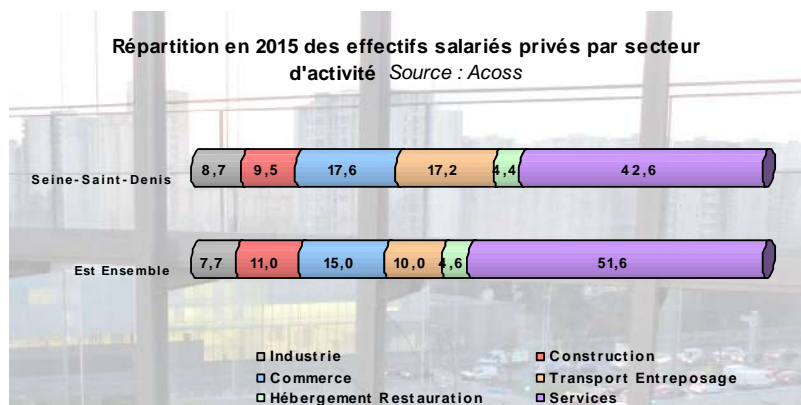
Une structure sectorielle de plus en plus marquée...



La comparaison sectorielle des établissements (privés ayant plus de 1 salarié) du territoire d'Est-Ensemble avec celle de l'ensemble du département fait apparaître une plus forte présence du secteur des Services (43,3% contre 38%) conjointement à une part moins importante du secteur du Commerce (18,4% contre 23,7%).

Les différences sectorielles d'Est-Ensemble sont encore plus marquées en ce qui concerne la répartition des effectifs salariés du secteur privé.

On constate en effet davantage la spécialisation du territoire dans le secteur des Services qui regroupe 51,6% % des salariés du territoire contre 42,6% salariés du département dans son ensemble.



... par les services

L'emploi salarié privé entre 2008 et 2015, par secteur, sur le territoire d'Est—Ensemble

	Effectifs 2008 Est Ensemble	Effectifs 2015 Est Ensemble	Evolution Nombre Est Ensemble	Evolution % Est Ensemble	Evolution % ensemble du 93
Industrie	11 528	9 002	-2 526	-21,9	-17,4
Construction	12 179	12 794	615	5,0	5,1
Commerce	19 340	17 515	-1 825	-9,4	0,9
Transport Entreposage	7 914	11 706	3 792	47,9	63,9
Hébergement Restauration	4 218	5 353	1 135	26,9	20,8
Services, dont :	52 360	60 126	7 766	14,8	10,0
Information Communication	4 838	6 080	1 242	25,7	15,7
Activités financières et d'assurance	5 970	9 329	3 359	56,3	22,6
Activités Immobilières	2 804	2 770	-34	-1,2	-9,8
Act spécial scientifique, techn et de services adm et de soutien	17 382	20 892	3 510	20,2	5,9
Adm publique, enseign, santé humaine et action sociale	14 183	14 246	63	0,4	19,8
Autres activités de services	7 183	6 809	-374	-5,2	-3,0
Ensemble de secteurs	107 539	116 496	8 957	8,3	11,3

Est-Ensemble enregistre sur la période un gain de 8 957 salariés dans le privé (+8,3%).

L'industrie perd 2 526 salariés (-21,9%), le commerce 1 825 salariés (-9,4%) mais les autres grands secteurs voient leurs effectifs augmenter.

Le transport connaît la hausse la plus forte en pourcentage (+47,9% et 3 792 emplois) mais ce sont les services qui gagnent le plus d'emplois en nombre (7 766 soit +14,8%).

Cette forte augmentation vient principalement de deux activités des services : les activités financières et d'assurance (+3 359 emplois, soit +56,3%) et les activités spécialisées, scientifiques et techniques, de services administratifs et de soutien (+3 510 salariés, soit +20,2%).

III — ZOOM TERRITORIAL

L' Etablissement Public Territorial : EST-ENSEMBLE

Par ailleurs :

Toutes les villes constituant Est-Ensemble sont couvertes par un **Projet de Ville**.

Le territoire d'Est-Ensemble compte 23 SIAE (*Structures d'Insertion par l'Activité Economique*), soit 30% des SIAE du département :

Structure	Type	Activité
AI - Ladamifa (Montreuil)	AI	Aide à la personne et services aux entreprises
Baluchon (Romainville)	EI	Restauration
Croix-Rouge Insertion Logistique (Pantin)	EI	Logistique
Emmaüs Alternatives (Montreuil)	ACI	Recyclage - Accueil - Vente - Maintenance
Emmaüs Coup de Main (Pantin)	ACI	Récupération Revalorisation - Vente
Humando (agence Pantin)	ETTI	Travail temporaire
La Collecterie (Montreuil)	ACI	Récupération Revalorisation - Vente
La Marmite (Bondy)	ACI	Restauration
Le Paysage Urbain (Romainville)	ACI	Agriculture urbaine
Le Relais 75 (Pantin)	EI	Récupération Collecte textiles
Le Relais Restauration (Pantin)	EI	Restauration
Lemon Aide (Pantin)	EI	Collecte et tri de déchets recyclables
Les Jardins du Coeur de Montreuil	ACI	Travail du végétal et production maraîchère
Logiscité (Pantin)	EI	Lutte contre la précarité énergétique
MCM - Montage Composants Mobiliers	EI	Livraison et montage de composants mobiliers Cession et enlèvements de meubles et articles pour la maison
Neptune (Montreuil)	ACI	
Régie de quartier à Montreuil	EI	Bâtiments - Espaces verts
Régie 2 Romainville	EI	Bâtiments - Espaces verts - Services à la personne
SAS-93 (Les Lilas)	AI	Aide à la personne et services aux entreprises
Self Interim (Bondy)	ETTI	Travail temporaire
Société Nouvelle Rebuzzi (Bondy)	EI	Menuiserie
Tremplin Numérique 93 (Pantin)	ACI	Vidéo - Motion design - Graphisme - Web - Son
Urban Déco Concept (Pantin)	ACI	Bâtiment second oeuvre et décoration

ACI : Atelier et chantier d'insertion / EI : Entreprise d'insertion / ETTI : Entreprise de travail temporaire d'insertion

III — ZOOM SECTORIEL

AERONAUTIQUE—AERIEN—AEROPORTUAIRE

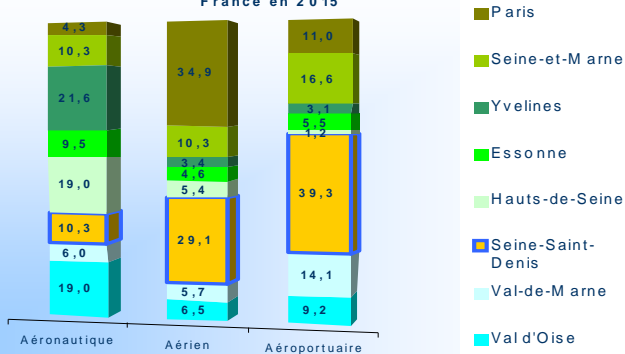


La Seine-Saint-Denis au premier plan de l'Aéronautique-Aérien-Aéroportuaire en Ile-de-France, avec 27% des établissements...

En Ile-de-France, la Seine-Saint-Denis se dégage comme le principal territoire d'activités AAA. En 2015, lorsqu'on considère les établissements d'au moins un salarié du secteur marchand, le département concentre près de 27% des établissements franciliens de cette filière, soit 152 établissements sur un total régional de 540.

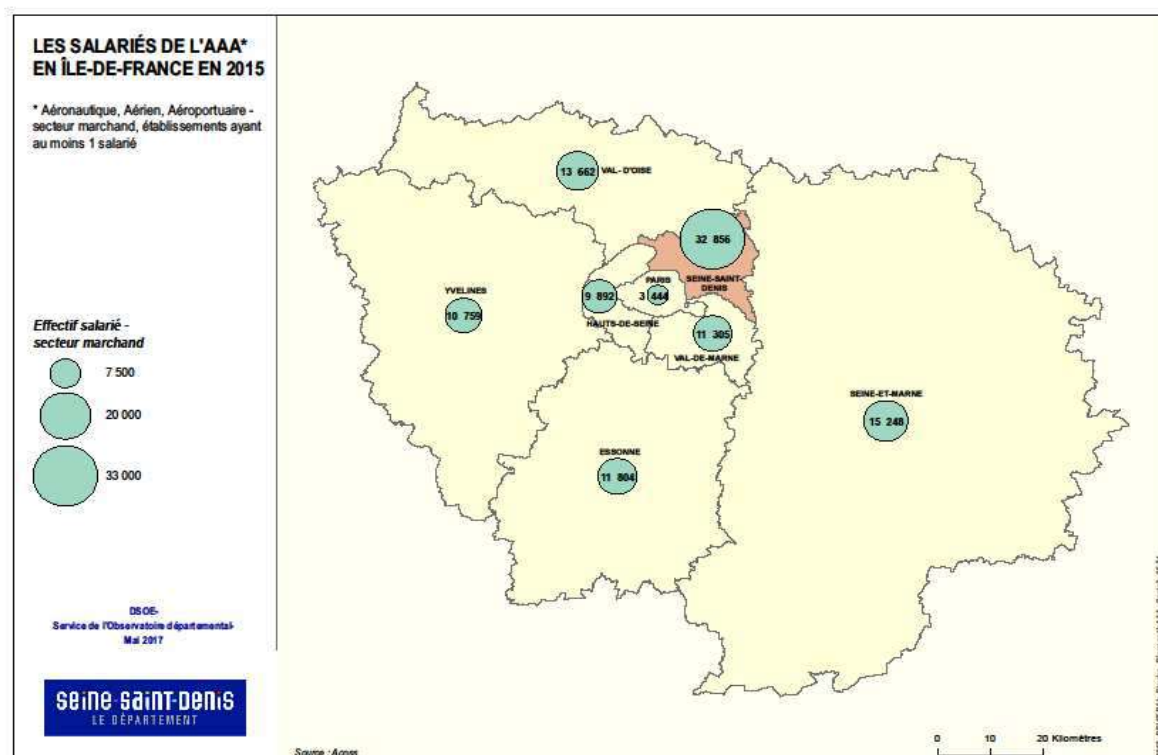
Le poids du département dans le tissu des établissements AAA d'Ile-de-France diffère cependant selon le secteur. Le département est très largement le territoire d'implantation privilégié des établissements de l'Aéroportuaire (plus de 39% des établissements d'Ile-de-France). Il est également un territoire de premier plan pour l'Aérien (plus de 29% des établissements franciliens) bien que dépassé par Paris. Les établissements industriels sont par contre beaucoup moins présents en Seine-Saint-Denis, qui ne comptabilise qu'un peu plus de 10% de l'effectif francilien.

Les établissements de l'Aéronautique, l'Aérien, l'Aéroportuaire: poids (en %) des départements d'Ile-de-France en 2015



... et plus de 30% des emplois régionaux

Avec plus de 32 000 emplois salariés, la Seine-Saint-Denis compte plus de 30% des emplois AAA de la région parisienne en 2015. C'est plus du double du poids de la Seine-et-Marne (un peu plus de 15 200 salariés, 14% de l'emploi AAA régional), second département francilien.



III — ZOOM SECTORIEL

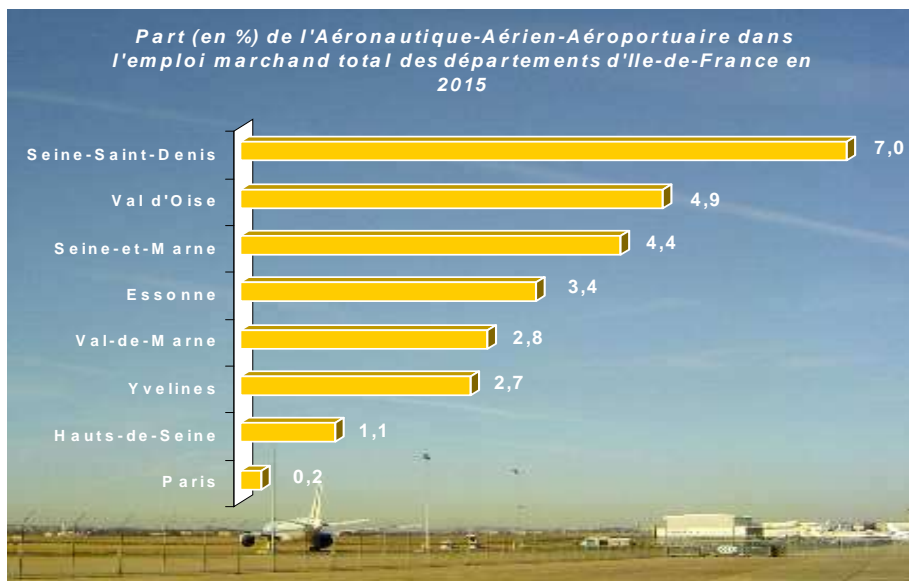
AERONAUTIQUE—AERIEN—AEROPORTUAIRE



La filière AAA : Une spécialisation du département en termes d'emplois...

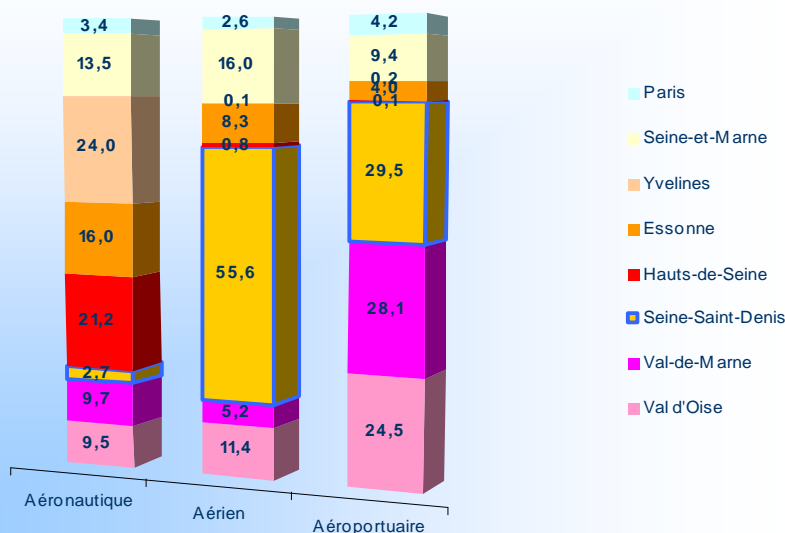
Le département peut être considéré comme présentant une forte spécialisation dans l'Aéronautique, l'Aérien et l'Aéroportuaire pris globalement. Son poids (30,2%) au sein de la région parisienne dans cet ensemble, est en effet trois fois plus élevé que son poids (10,3%) dans l'emploi salarié marchand régional tous secteurs confondus.

Le profil singulier de la Seine-Saint-Denis au regard de l'Aéronautique, l'Aérien et l'Aéroportuaire se traduit dans le poids départemental de cette filière dans l'emploi salarié marchand départemental. Elle représente 7% du total de l'emploi salarié marchand départemental tous secteurs confondus, faisant de la Seine-Saint-Denis le seul département francilien où celui-ci se situe au-delà de 5% de l'emploi du territoire.



... surtout dans l'Aérien et l'Aéroportuaire

Emploi salarié Aéronautique, Aérien, Aéroportuaire: poids (en %) des départements d'Ile-de-France en 2015



Lorsqu'on examine la situation par secteur, le poids de la Seine-Saint-Denis apparaît particulièrement important dans l'emploi Aérien (55,6% de l'emploi régional, soit près de 27 000 des 48 500 emplois régionaux en 2015). Le département enregistre également le plus grand nombre d'emplois Aéroportuaire (près de 4 600 emplois, 29,5% de l'emploi régional), bien qu'il soit ici talonné par le Val-de-Marne (près de 4470 emplois). Mais le département est particulièrement en retrait pour l'emploi Aéronautique (1214 emplois, 2,7% de l'emploi régional), alors même qu'il compte plus de 10% des établissements de la région.

Source:

III — ZOOM SECTORIEL

AERONAUTIQUE—AERIEN—AEROPORTUAIRE

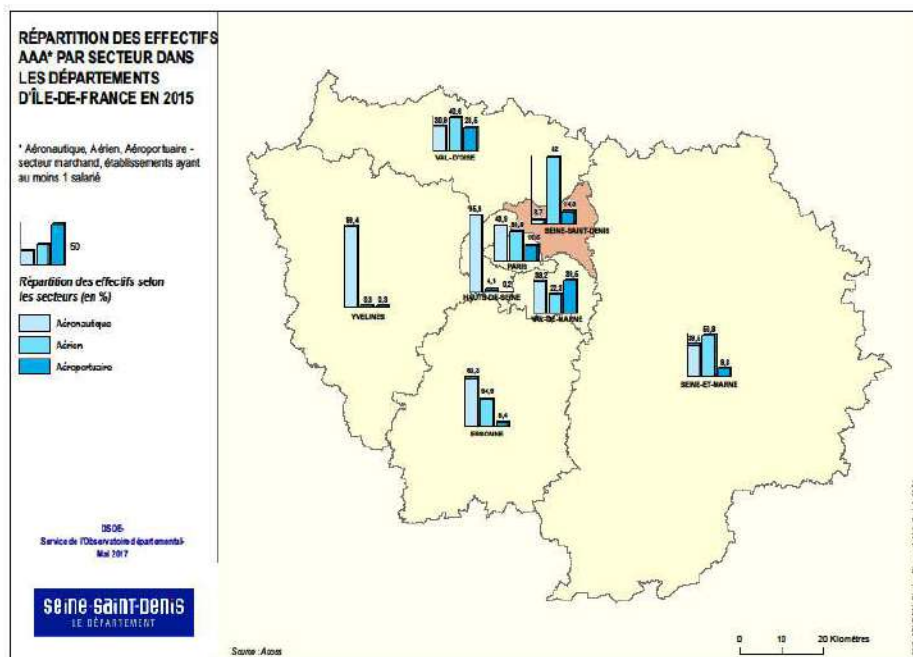


Un profil atypique du département dans l'Aéronautique, l'Aérien et l'Aéroportuaire

La Seine-Saint-Denis présente un profil totalement différent des autres départements franciliens, qui à deux exceptions près (Hauts-de-Seine et Yvelines), ont des profils assez disparates. Le département peut aisément être qualifié de territoire de l'Aérien en Ile-de-France. Ce sont près de 27 000 salariés qui opèrent dans ce secteur en 2015, soit 82% du total de l'emploi AAA du département.

A l'inverse, c'est le seul département d'Ile-de-France avec une part quasi anecdotique d'emplois industriels « Aéronautiques » (1 214 emplois en 2015, 3,7% du total AAA départemental).

Dans les autres départements franciliens, l'Aéronautique a un poids supérieur à 30% dans l'emploi AAA. Ce poids frôle 100% dans les Yvelines (99,6%) ou les Hauts-de-Seine (95,6%).

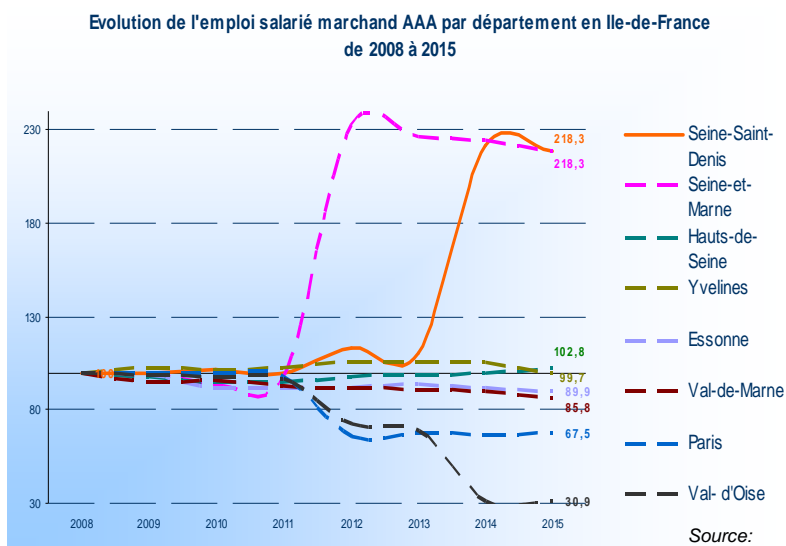


Importante augmentation des effectifs AAA entre 2008 et 2015 : +118%

Le département enregistre une croissance de +118% emplois salariés marchands entre 2008 et 2015, la plus forte dynamique récente au niveau régional. Cette dynamique qui devrait se maintenir compte tenu des prévisions optimistes de croissance du transport aérien mondial.

On note en 2011 et 2012, une première diminution de près de 10 400 emplois Aériens dans le Val-d'Oise et, inversement, une augmentation de près de 8 700 en Seine-et-Marne. De 2013 à 2014, le Val-d'Oise perd de nouveau près de 16 800 emplois Aériens, alors que la Seine-Saint-Denis en gagne près de 16 500.

Il s'agit d'une régularisation administrative imputant les salariés aux établissements où ils exercent réellement leur activité. Cette régularisation corrige la comptabilisation dans le Val-d'Oise principalement, de salariés des établissements implantés physiquement en Seine-Saint-Denis, notamment ceux de la zone de fret et du siège d'Air France, implantés à Tremblay-en-France.



La Popote Coop : Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) à Noisy-le-Sec

Histoire et Inscription dans l'Economie Sociale et Solidaire

L'idée est née de plusieurs noisiéens il y a environ 3 ans, le groupe s'est ensuite constitué en association. Ce regroupement de compétences multiples a permis la mise en œuvre du projet aussi bien du point de vue réglementaire que technique ou administratif (aide à la création d'activité, plan pour l'aménagement du local, suivi des travaux du gros œuvre, installation et montage des meubles, demande et suivi des subventions...). La Popote Coop est une coopérative viable économiquement et performante socialement. Ses activités s'inscrivent dans une démarche de développement durable en trois volets : économique, social et environnemental. La gouvernance est assurée par des coopérateurs bénévoles et l'ensemble des bénéficiaires dégagés est réinvesti dans la consolidation de la coopérative. Ce projet reste porté collectivement avec une implication forte des coopérateurs et bénévoles, par et pour les noisiéens.

L'Activité

L'activité se décompose autour de deux volets : d'une part l'épicerie, qui propose des produits majoritairement issus de circuits courts, biologiques ou d'agriculture raisonnée, produits d'épicerie sèche, de cosmétique naturelle, d'entretien et de produits laitiers frais et, d'autre part, la « buvette », qui propose à la fois une restauration légère sur place ou à emporter et une buvette (en salle ou dans un petit espace canapé/fauteuils) ainsi qu'un brunch le premier dimanche de chaque mois. Par ailleurs,



La Popote Coop, est un lieu de mise en valeur d'activités de noisiéens : artisans locaux (poterie, chocolats...), exposition d'artistes noisiéens (photos, dessins...).

Les Ressources Humaines : L'activité de la popote a permis l'embauche de 3 salariés en emploi d'avenir qui ont comme projet professionnel de travailler en restauration (ils sont formés sur place) et d'un gérant. Parmi ces 4 personnes, 3 sont issues de Noisy-le-Sec, une des idées de la popote étant de favoriser l'insertion socio professionnelle de personnes du territoire.

Les Perspectives

1/ Poursuivre l'aménagement des locaux : Le local, extrêmement bien situé, a déjà fait l'objet de travaux en accord avec le propriétaire. Ancien magasin de chaussures, il a fallu aménager ce local aux normes réglementaires (particulièrement par rapport aux personnes à mobilité réduite). Les travaux prioritaires ont été réalisés, mais il en reste de nombreux à effectuer : aménager une cuisine plus fonctionnelle et changer la devanture afin de l'ouvrir sur la rue et permettre l'installation d'une terrasse estivale. Il s'agit de prioriser l'aménagement des locaux selon les possibilités de la SCIC et d'assurer le suivi des réalisations.

2/ Rechercher une nouvelle clientèle : Il s'agit de rencontrer des TPE / PME qui ne peuvent proposer à leurs salariés un lieu de restauration afin d'envisager avec eux des partenariats favorisant l'accès à La Popote Coop à ces salariés mais également pour les

sensibiliser en leur proposant de devenir sociétaire de la SCIC. Un renforcement de la communication autour de La Popote Coop doit permettre de mieux se faire connaître.

3/ Asseoir la gouvernance : Par l'installation d'une véritable gouvernance de coopérative. Les collèges doivent se réunir et des rencontres avec tous les coopérateurs doivent permettre de poursuivre l'avancée du projet collectif.

4/ S'inscrire d'avantage dans une dynamique locale : De nombreuses associations noisiéennes, partageant des valeurs de solidarité, d'échange et d'économie équitable ont été approchées. Des initiatives communes pourraient être portées hors les murs sur des thématiques à définir, particulièrement dans le cadre de la Fête des associations à destination du grand public. Des moments forts pourraient également être portés lors de périodes plus médiatisées : semaine du développement durable,



Festival Alimenterre, Mois de l'Economie Sociale et Solidaire...

Ancrage sur le département

la Popote Coop travaille avec des fournisseurs de Seine Saint Denis (coopérative Andines, Brasseries locales, artisans chocolatiers...), elle recrute des salariés localement, assure la restauration légère au Théâtre des Bergeries ou encore accueille des soirées thématiques : débat sur des questions sociétales; soirée tarot / belote ; soirée concert.

Création d'entreprises : La Seine-Saint-Denis à la pointe de la création d'entreprises au 1^{er} trimestre 2017

Un peu plus de 6000 entreprises (tous types confondus) ont été créées en Seine-Saint-Denis au 1^{er} trimestre 2017. Le département enregistre des taux de croissance de +17,2% par rapport au trimestre précédent et +19,3% en glissement annuel (1^{er} trim. 2016 – 1^{er} trim. 2017). Si tous les départements franciliens connaissent une progression des créations d'entreprises au 1^{er} trimestre 2017 avec des taux de croissance plus ou moins importants, la Seine-Saint-Denis apparaît très clairement comme le territoire le plus dynamique en cette matière.

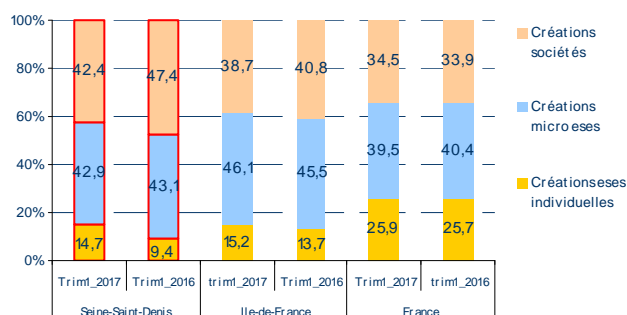
Au 1^{er} trimestre 2017, les créations d'entreprises en Seine-Saint-Denis restent différentes de celles observées au niveau régional et encore plus au niveau national (en moyenne). Les créations de sociétés sont plus importantes dans le département, par rapport à l'Ile-de-France et la France entière. Les créations de micro entreprises (auto entrepreneuriat) sont par contre plus fortes en région parisienne en moyenne qu'en Seine-Saint-Denis et France. Les écarts se sont toutefois réduits entre le département et la moyenne régionale notamment, par rapport au 1^{er} trimestre 2016.

Créations d'entreprises* par département en Ile-de-France

	Ens créations-Trim1 2017	Dont micro eses Trim1 2017	Ens créations-Trim4 2016	Ens créations-Trim1 2016	Dont micro eses Trim1 2016	Evol. Ens. Trim4 2016-Trim1 2017 (en %)	Evol. Ens. Trim1 2016-Trim1 2017 (en %)	Evol. micro eses Trim1 2016-Trim1 2017 (en %)
Paris	16718	7579	15669	14732	6694	6,7	13,5	13,2
Seine-et-Marne	3324	1404	2877	2956	1298	15,5	12,4	8,2
Yvelines	3751	1911	3404	3541	1794	10,2	5,9	6,5
Essonne	2969	1333	2815	2907	1280	5,5	2,1	4,1
Hauts-de-Seine	6420	3244	5942	5609	2763	8,0	14,5	17,4
Seine-Saint-Denis	6003	2573	5122	5032	2171	17,2	19,3	18,5
Val-de-Marne	4433	2213	4000	3862	1794	10,8	14,8	23,4
Val-d'Oise	3512	1445	3063	3203	1238	14,7	9,6	16,7

*Total obtenu par addition du nombre de créations mensuelles
Source : Insee – Création d'entreprises – Données mensuelles brutes

Répartition des créations (en %) par type d'entreprise en Seine-saint-Denis, Ile-de-France et France aux 1^{er} trimestres 2016 et 2017





VI — DONNEES DE CADRAGE

Chiffres Clés

Nombre d'habitants - population totale (estimation 2016) : **1 599 787**

Part des moins de 20 ans (estimation 2016) : **29,1%**

INSEE Population active (15-64 ans) en 2013 : **755 954**

Part des foyers non imposables en 2013 : **46%**

Médiane du Revenu disponible par unité de consommation en 2013 -
Seine-Saint-Denis : **16 745 euros** — Ile-de-France : **22 379 euros**

SIRENE Nombre total d'établissements en Seine-Saint-Denis: **101 160** (2015)

Nombre de SIAE : 78 dont 50 en lien avec le Département (2016)

INSEE Taux de création d'entreprise: **17,21%** (2015)

Taux horaire (brut) du SMIC: **9,76 euros** (janvier 2017)

ACOSS Nombre de salariés dans les établissements privés d'au moins 1 salarié: **471 389** (2015)

Montant RSA au 1^{er} avril 2017

Personne seule	536,78 €	Couple	805,17 €
Personne seule avec 1 enfant	805,17 €	Couple avec 1 enfant	966,20 €
Personne seule avec 2 enfants	966,20 €	Couple avec 2 enfants	1 127,24 €
Par enfant supplémentaire : 214,71€			

Tableau de Bord

Nombre de foyers bénéficiaires du RSA (socle): **80 513** (mars 2017)

Population couverte par le RSA socle : **158 962** (mars 2017)

Nombre de demandeurs d'emploi : **118 420** (catégorie A); **165 100** (catégorie A,B,C) - mars 2017

Nombre de signatures de contrats CER : **24 442** (2016)

Les définitions du chômage

A - Le taux de chômage du recensement : Au sens du recensement, est chômeur toute personne de 15 ans ou plus qui s'est déclarée "chômeur" (indépendamment d'une éventuelle inscription auprès du Pôle Emploi), sauf si elle a déclaré explicitement par ailleurs ne pas rechercher de travail.

Remarque : Cette définition diffère de celles du Bureau international du travail (BIT) et du Pôle emploi.

B - Le taux de chômage localisé (à partir du BIT) : L'enquête Emploi en continu est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le Bureau international du travail (BIT) sur le chômage. Cependant, la taille de l'échantillon de cette enquête ne permet pas de procéder à des estimations départementales : la ventilation du chômage BIT national par département utilise les séries départementales des DEFM (Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois du Pôle Emploi) pour localiser le chômage (c'est la raison pour laquelle l'utilisation du terme « chômage au sens du BIT » est inappropriée en dehors du calcul national et que le terme « taux de chômage localisé » est employé au niveau infra-national). Le nombre de chômeurs est alors estimé en appliquant le poids du département dans les DEFM de catégorie A au total des chômeurs BIT de la métropole. Ce nombre est ensuite corrigé des variations saisonnières. On en déduit ainsi des taux de chômage localisés qui représentent le rapport du nombre de chômeurs à la population active totale.

C - Le taux de chômage au sens du BIT : En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ; être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ; avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Remarque du Pôle Emploi : « Certains demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et, inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi. Le chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse comparative du marché du travail dans différents pays. Seule une enquête statistique peut vérifier si ces critères sont remplis. En France, il s'agit de l'enquête Emploi de l'Insee ».

DIRECTION DE L'EMPLOI, DE L'INSERTION ET DE L'ATTRACTIVITE TERRITORIALE - DEIAT

Directeur : Charles ASSOULINE

